



**HAL**  
open science

# Le budget vert parmi les politiques de transition bas carbone: un transfert international de politiques publiques et interactions entre acteurs au Costa Rica

Juliette Astorg

## ► To cite this version:

Juliette Astorg. Le budget vert parmi les politiques de transition bas carbone: un transfert international de politiques publiques et interactions entre acteurs au Costa Rica. 7ème édition des Doctoriales Journée d'étude des doctorant×e×s du CREDA, Ordre(s) et désordre(s) dans les Amériques, Jan 2022, Aubervilliers, France. hal-03937421

**HAL Id: hal-03937421**

**<https://hal.science/hal-03937421v1>**

Submitted on 13 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ordre(s) et désordre(s) dans les Amériques

7<sup>ème</sup> édition des Doctoriales  
Journée d'étude des doctorant·e·s du CREDA

20 janvier 2022 - Centre de colloques du Campus Condorcet – Aubervilliers

**Axe 4 : Ordre(s) et désordre(s) transnationaux**

**Le budget vert parmi les politiques de transition bas carbone: un  
transfert international de politiques publiques et interactions  
entre acteurs au Costa Rica**

**Juliette Astorg**

Juliette.astorg@sorbonne-nouvelle.fr

Doctorante en science politique (2<sup>ème</sup> année de contrat CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche) avec l'Agence Française de Développement-AFD à Paris), sous la direction de Camille Goirand. Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA, UMR7227, ED122)

**Résumé**

**Mots clés:** *budgets verts, Costa Rica, transition bas carbone, coopération internationale*

Dans le cadre de mes recherches doctorales, j'ai travaillé sur la construction des politiques publiques de la transition bas carbone et je m'intéresse plus spécifiquement aux instruments d'action publique, leur fabrique, les acteurs et les processus autour. L'instrument transversal de budget vert qui invite à examiner le budget de l'Etat par rapport à ses engagements environnementaux internationaux et nationaux m'est apparu comme

particulièrement intéressant. L'enquête empirique au Costa Rica m'a conduit à explorer la multiplicité des acteurs ministériels et de la coopération internationale qui sont parties prenantes de la construction d'un instrument au niveau national. Nourri par des prescriptions internationales, le processus de budgets verts s'inscrit dans un contexte spécifique de coopération internationale dans le pays. Il est aussi le fruit de la co-construction entre des administrations costariciennes et des agents de coopération internationale. La construction de cet instrument prend place dans un contexte nourri de contradictions et de menaces environnementales exacerbées par le modèle de développement économique basé sur l'agroexportation. Ainsi, l'objectif de cette communication est de proposer des pistes d'analyse pour comprendre comment se déroule la construction d'un instrument d'action publique au niveau national entre administrations nationales costariciennes et coopération internationale.

## ***Introduction***

Le Costa Rica s'est engagé à réduire de 44% ses émissions de CO<sub>2</sub> à l'horizon 2030 dans les contributions volontaires nationales depuis l'Accord de Paris. Le gouvernement a engagé un Plan de décarbonation à horizon 2050 et le Programme pays neutre en carbone 2.0. La transition bas carbone recouvre des enjeux de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> même si d'autres enjeux sont à prendre en compte autour de l'adaptation aux changements climatiques et plus largement des enjeux environnementaux. Une pluralité d'instruments sont mis en œuvre dans les différents secteurs de politiques publiques de la transition bas carbone. Nous avons aussi des instruments transversaux, comme le green budgeting qui invite à l'évaluation de l'impact environnemental des politiques budgétaires et de leur cohérence vis-à-vis de la réalisation des engagements environnementaux nationaux et internationaux. Le Costa Rica étudie la possibilité de mettre en place cet instrument. Ce pays est recouvert de zones de mégadiversité biologique dont les enjeux de protection de l'environnement sont accrus face à des enjeux de développement économique qui semblent parfois peu compatibles avec la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (agriculture d'exportation intensive et monocultures, changement de l'usage des sols).

La recherche existante sur 1) la sociologie autour des transferts de politiques publiques (sociologie des élites porteuses des transferts)<sup>1</sup>, 2) la sociologie des administrations publiques renseigne sur les processus de fabrication des politiques publiques. Les instruments d'action publique et transferts à l'œuvre dans les cas du Costa Rica reposent sur l'adoption des bonnes pratiques dans le secteur environnemental (dynamiques d'apprentissage, jeux d'acteurs de la fabrique des bonnes pratiques)<sup>2</sup>. **La question qui guidera la communication est: comment se passe la construction d'un instrument de politique publique au niveau national pour éclairer la façon dont cela peut contribuer à l'appropriation des principes de bonnes gouvernance.**

Ainsi, sur l'instrument de green budgeting, l'analyse vise à mettre en lumière la pluralité des acteurs et les configurations d'acteurs qui participent au niveau national à la fabrique et mise en œuvre de l'instrument et des politiques publiques de transition bas carbone plus largement: les administrations publiques nationales, la coopération internationale, les associations, les fondations et les grandes entreprises.

Pour cette recherche, je développe une méthode d'enquête reposant sur des documents écrits de politiques publiques de transition bas carbone, des entretiens et des observations des autorités publiques, comme la Direction du changement climatique du Ministère de l'Environnement costaricien, des organisations de la coopération internationale (PNUD, BID, GIZ). Les sources que je travaille sont les suivantes : des documents de projet de la coopération internationale sur les budgets verts, la finance climatique, des échanges de mails sur le projet particulier des budgets verts menés par la BID et l'AFD, les entretiens avec la coopération internationale et les administrations costariciennes, des observations de réunions de travail et d'ateliers d'échanges d'expériences sur les budgets verts notamment entre l'AFD, la BID et les administrations publiques costariciennes.

**La construction de l'instrument de politique publique sur les budgets verts s'inscrit dans un contexte spécifique. Des connexions à l'international dans un espace local**

---

<sup>1</sup> DE JONG Martin, LALENIS Konstantinos et MAMADOUH Virginie, *The theory and Practice of Institutional Transplantation: Experiences with the Transfer of Policy Institutions*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 2002.

DOLOWITZ David, *Policy transfer and British Social Policy. Learning from the USA?*, Buckingham, Open University Press, 2000.

SAUNIER Pierre Yves, « Les voyages municipaux américains en Europe, 1900-1940. Une piste d'histoire transnationale », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte*, vol 15, 2003.

<sup>2</sup> KLEIN Asmara, LAPORTE Camille, SAIGET Marie, *Les bonnes pratiques des organisations internationales*, Presses de Sciences Po, 2015.

structurent la construction d'un budget vert qui mêle par ailleurs des injonctions internationales et des volontés locales.

## *1. Le budget vert au Costa Rica : son inscription dans un corpus de politiques environnementales nationales et de multiples projets avec la coopération internationale*

### **1.1. Dépendance au sentier et coopération internationale**

Le *green budgeting* est un instrument transversal qui vise l'évaluation de l'impact environnemental des politiques budgétaires et de leur cohérence vis-à-vis de la réalisation des engagements environnementaux nationaux et internationaux<sup>3</sup>. Le green budgeting constitue un méta-instrument qui se décline en plusieurs types d'outils mis en place différemment selon les Etats<sup>4</sup>.

Ci-dessous la définition de l'OCDE des outils de green budgeting :

*“Le budget vert est un ensemble de pratiques qui repose sur des outils propres à la fabrication de la politique budgétaire pour aider à atteindre des objectifs “verts”, i.e. des outils liés aux dimensions environnementales et climatique telles que la biodiversité, la qualité de l'air et l'eau. Il n'y pas d'approche unifiée du budget vert. Toute approche devrait reposer sur un cadre financier public existant et ainsi être en accord avec les atouts et les limites du processus budgétaire existant. Alors que le budget vert ne change pas en soi les politiques déjà existantes, il fournit aux décideurs politiques une meilleure compréhension des impacts environnementaux et climatiques des choix budgétaires. Il apporte des éléments probants qui sont rassemblés de façon systématique et coordonnée pour permettre la prise de décision informée sur comment optimiser les recettes et l'allocation des ressources dans le but de remplir les engagements nationaux et internationaux. »<sup>5</sup>*

Concrètement, cela se traduit au Costa Rica comme ce tableau ci-dessous :

---

<sup>3</sup> De nombreux rapports de littérature grise existent sur le sujet: The Climate Public Expenditure and Institutional Review (CPEIR): a methodology to review climate policy, institutions, and expenditure - joint UNDP / ODI working paper, 2012.

<sup>4</sup> On entend ici méta-instrument comme ceux de coordination identifiés par Christopher Hood, (1983), Tools of Government, Londres, Macmillan

<sup>5</sup> Traduction personnelle. Green Budget Tagging : Introductory Guidance & Principles – OECD, 2021.

N°	Funciones y Actividades de Gobierno	Transferencia (Proyecto / Programa)	Atributos marcados en dato presupuestarios				
			Mitigación propósito secundario	Adaptación propósito secundario	Impactos negativos	Recuperación	Emergencia
1 a 3	Función Pública General, Defensa, Seguridad	\$					
4	Desarrollo Económico	\$					
4.1.1	Agricultura	\$					
	Ej: Semillas modificadas	\$		x			
4.3.5	Electricidad	\$					
	Ej: Energía de petróleo a gas	\$			x		
	Ej: Energía solar	\$	x				
	Ej: Energía a carbón	\$			x		
5.1	Medio Ambiente	\$					
5.2	Cambio Climático	\$					
	Mitigación propósito principal	\$					
	Adaptación propósito principal	\$					
6 - 10	Vivienda, Salud, Recreación, Educación, Protección Social	\$				x	x
	TOTAL	\$					

Juliette Astorg, observation d'une réunion BID auprès du Ministère des Finances costaricien, 08/12/21

Au Costa Rica, la BID et l'AFD mettent en œuvre un projet de coopération internationale sur le *green budgeting* qui vise à **construire une méthodologie pour identifier et quantifier la dépense publique qui a une incidence sur le climat et la biodiversité et proposer un marqueur de la dépense publique sur le changement climatique et la biodiversité**. Le projet de coopération de la BID et de l'AFD s'inscrit dans un prêt de politiques publiques plus large (de 150 millions de dollars américains en appui à la mise en œuvre du Plan national de décarbonation 2018-2050 du Costa Rica). Le prêt est conditionné sur une matrice de politiques publiques qui repose sur des indicateurs qui doivent être atteints par le pays.

**Ce projet de coopération s'inscrit plus largement dans un corpus de politiques nationales sur le changement climatique, sur la biodiversité et d'autres enjeux** comme l'économie circulaire, sur un appareil législatif dense sur l'environnement et surtout sur le Plan national de décarbonation (2018-2050).

**De plus, ces projets s'inscrivent donc dans une histoire des pratiques du pays lui-même par rapport à la construction de son budget et de son analyse.** Avant de soumettre le budget à l'assemblée législative qui vote le budget, les différentes entités qui produisent un budget remettent une annexe qui répertorie les dépenses budgétaires qui auront un impact sur l'environnement. Les agents de la coopération internationale s'adaptent aux catégories déjà existantes. En cela, des formes de dépendance au sentier apparaissent qui pourront conditionner le *design* de nouvelles catégories budgétaires.

## **1.2. L'environnement et ses contradictions**

**Tania Rodriguez et Alonso Ramirez analysent un phénomène de double échelle : l'échelle des territoires où restent les pollutions et l'échelle internationalisée qui repose sur les classes moyennes urbaines qui appuient le Plan de décarbonation<sup>6</sup>.** En effet, le Costa Rica a projeté à l'international l'image d'un pays vert, pionnier dans le secteur de la conservation, promoteur de l'écotourisme et de schémas innovants de conservation comme les paiements pour les services environnementaux qui a débuté en 1996<sup>7</sup>. Pour autant, le Costa Rica appuie son modèle de développement sur les monocultures et l'exportation d'ananas, café et bananes qui reposent sur l'usage de pesticides, des modes de production non durables.

Le Costa Rica s'est construit une image de marque grâce aux efforts de l'Institut costaricien du tourisme<sup>8</sup> qui peut favoriser l'attraction de bailleurs. L'AFD a créé très récemment une nouvelle agence, à San José. Cette création prend part à la dynamique d'expansion impulsée à l'AFD de ses zones d'intervention et des thématiques (gouvernance)<sup>9</sup>. Le CICID – Comité interministériel de la coopération internationale et du développement, souhaite en Amérique latine, soutenir en particulier, des projets dans le domaine de la lutte contre les dérèglements climatiques<sup>10</sup>.

### **1.3. Des projets de coopération internationale foisonnants**

**Ce projet de coopération s'inscrit dans un corpus d'autres projets en cours ou bien finalisés sur la même thématique des budgets verts et de la finance climatique.** Parmi ce corpus, citons le projet de la GIZ (la coopération bilatérale allemande) sur la réforme des impôts, l'initiative sous l'hospice du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) BIOFIN-biodiversity finance, le projet de « PIB verte » de la Banque centrale du Costa Rica « Cuentas ambientales » et « Waves » de la Banque Mondiale. La coopération internationale joue un rôle majeur sur les budgets verts par le caractère foisonnant des projets développés et les fonds qui sont transmis et les équipes pour travailler cette thématique.

---

<sup>6</sup> Alonso Ramírez Cover, « Excepcionalismo verde y desarrollo sostenible en Costa Rica », *Anuario Centro de Investigación y Estudios Políticos*, n° 11 (29 novembre 2020): 1-21, <https://doi.org/10.15517/aciep.v0i11.44774>.

<sup>7</sup> Jean-François Le Coq et al., « La mise en politique des services environnementaux : la genèse du Programme de paiements pour services environnementaux au Costa Rica », *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement* 12, n° 3 (2012), <https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/2012-v12-n3-vertigo01173/1022680ar/>.

<sup>8</sup> Nathalie Raymond, « Costa Rica : du petit pays « démocratique, sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement », *Études caribéennes*, n° 6 (1 avril 2007), <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.432>.

<sup>9</sup> Philippe Marchesin, *La politique française de coopération: je t'aide, moi non plus*, L'Harmattan, Collection « Inter-national » (Paris: L'Harmattan, 2021).

<sup>10</sup> CICID, Relevés de conclusion. Champ géographique de l'AFD : examen des perspectives d'intervention au Costa Rica, au Guyana et au Paraguay, 04/04/2019.

**Dans le panorama des projets réalisés sur les budgets verts, il résulte une difficulté de coordonner les différentes actions** et les différents acteurs qui chacun répondent d'intérêts divers vis-à-vis du Costa Rica. Il existe des formes de compétition entre ces différentes organisations pouvant entraîner un morcellement de la coopération internationale sur ces sujets.

**Il existe une présence de la coopération internationale dans la fabrique des politiques sur le changement climatique dans le pays.** Le Costa Rica soit classé comme un pays à revenu intermédiaire tranche supérieure par la Banque Mondiale et l'OCDE<sup>11</sup>. En effet, la coopération internationale est présente au niveau de la Direction pour le changement climatique (DCC) avec la coopération bilatérale allemande (GIZ) et d'autres organisations (PNUD, Banque Mondiale).

## *2. Focus sur un projet multi-situé : transferts et connexions à l'international*

### **2.1.Des transferts lors de la construction d'un instrument:**

L'instrument de budget vert a été impulsé par une série d'organisations intergouvernementales notamment le PNUD, la Banque Mondiale dans les pays en développement afin de promouvoir l'analyse des finances climatiques (UNDP, 2015). Une série de transferts s'opèrent lors de la construction et de la mise en œuvre des instruments de budget vert au niveau national. Concrètement, des ateliers sont mis en œuvre par la BID et l'AFD pour former (**transferts de savoirs/compétences/pratiques**) les fonctionnaires du ministère des Finances au travers d'ateliers d'échanges d'expériences avec l'OCDE, la France (Direction française du budget - Bercy, Institut pour l'économie du climat) et le Mexique (Ministère des Finances) auquel j'ai pu prendre part. **Ces ateliers sont aussi l'occasion de la transmission de notions comme le changement climatique, l'adaptation, l'atténuation.** Les fonctionnaires du Ministère des Finances ne sont pas familiers avec ces différentes notions d'après leurs récits au cours des entretiens menés avec les fonctionnaires de la commission des *clasificadores* du Ministère. Au-delà, il s'agit de transférer des méthodologies de classement du budget développées par le FMI pour la comparaison entre les pays. Ce point reste à creuser pour l'analyse.

---

<sup>11</sup> CAD, Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, 2020 : <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/Liste-des-beneficiaires-de-l-APD-etablie-par-le-CAD-2020.pdf>

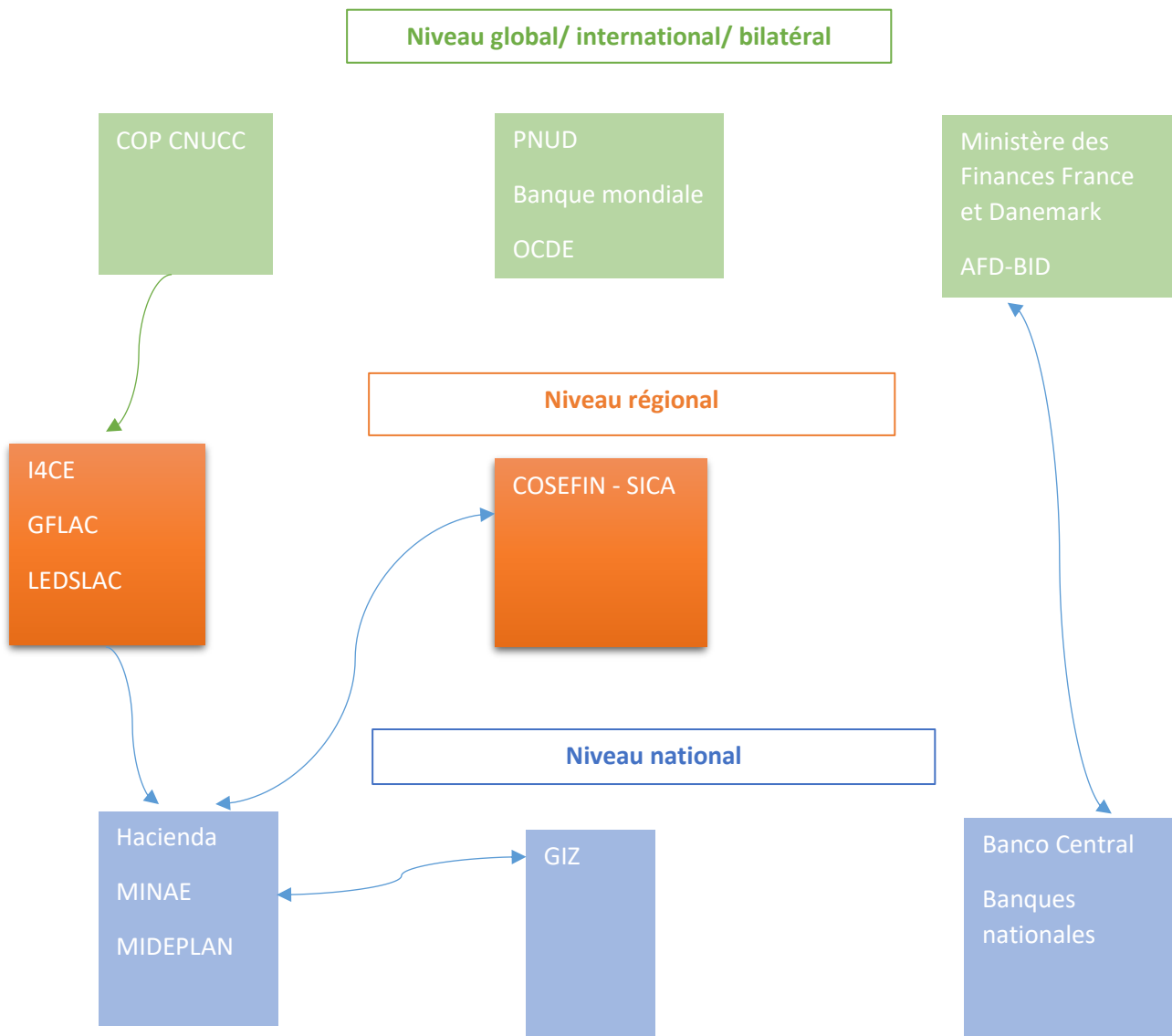


## **2.2.Des connexions à l'international depuis un espace local :**

**Le projet budget vert est un projet coordonné de façon multisituée.** En effet, le projet a en soi un caractère international étant financé par un acteur bilatéral via l'AFD et un acteur multilatéral via la BID. Au-delà du caractère international du projet, on est sur un cas d'étude transnational qui est visible par la présence des équipes de consultants et de coordination de la BID située à Washington, d'une chefferie de projet à Paris au siège de l'AFD, en lien avec le bureau de l'Agence au Mexique qui couvre le Costa Rica, un bureau de la BID costaricien à San José qui coordonne les autres parties du prêt de politique publique, un think tank l'Institut pour l'économie du climat qui produit de la recherche sur les budgets verts en France qui est chargé de la coopération technique.

**Ces différents acteurs ministériels par leurs pratiques entretiennent des connexions avec l'international** par leurs pratiques professionnelles. Parmi les pratiques professionnelles, des réunions avec les agents de la BID et de l'AFD, des formations à l'international sont visibles. Une fonctionnaire du Ministère des Finances me raconte suivre des formations en ligne avec la BID qui lui confère des certifications dans le domaine de la gestion budgétaire.

### 2.3. Cartographie d'une constellation d'acteurs:



Le projet de budget vert et les projets qui sont rattachés autour de la même thématique « budget vert » et « finance climatique » sont travaillés par une série d'acteurs à différents niveaux qui interagissent dans tous les sens. **En effet, au niveau international, la thématique budget vert repose sur des textes multilatéraux tel que l'Accord de Paris (CNUCC),** des organisations intergouvernementales non onusiennes comme l'OCDE et son initiative dérivée du One Planet Summit de 2017 *le Paris Collaborative on green budgeting*, des organisations intergouvernementales onusiennes comme le PNUD et la Banque Mondiale, des initiatives issues de la diplomatie bilatérale via la France et le Danemark notamment qui se sont accaparés un peu le leadership sur ces questions. Au niveau international, ces organisations participent à la mise à l'agenda international et crée des initiatives internationales sur la question du budget

vert, lancent des appels à examiner la finance climatique et évaluer l'incidence climatique des budgets. La Banque Mondiale au travers du projet Waves et Cuentas Ambientales, et le PNUD au travers de l'initiative BIOFIN –Biodiversity Finance développent des projets au Costa Rica qui sont des initiatives développées dans d'autres pays également.

**Au niveau régional, la question est abordée par l'organe COSEFIN (Conseil des Ministres des Finances) l'organe du SICA- Système d'Intégration Centraméricain et la BID.**

Au niveau national, il a existé une demande nationale de la part du Ministère de l'Environnement de connaître le montant des fonds reçus de la coopération internationale pour pouvoir mieux les coordonner (entretien avec A, 07/05/21). La Banque Centrale du Costa Rica développe le projet de « PIB verte » notamment par la sœur du Président actuel Carlos Alvarado. Il faudra examiner l'existence d'un petit monde d'expertise sur le changement climatique, la dimension financière et le gouvernement. **Par ailleurs, le projet repose sur une multiplicité d'acteurs:** la Direction du changement climatique, le Ministère des Finances, le Ministère de l'Economie et de la planification, la Controloria general de la República, d'autres acteurs (Commission nacional de Prevención de Riesgos y Atención de Emergencias). Des acteurs de la coopération internationale : la GIZ est active sur le sujet.

**Des acteurs transnationaux jouent le rôle d'intermédiaire entre les organisations intergouvernementales et les administrations nationales.** Au-delà, ils contribuent à la diffusion de concepts issus de la finance climatique comme l'instrument de green budgeting. Des think tank jouent ce rôle comme le Groupe de Finance Climat pour l'Amérique latine (GFLAC) qui est un réseau d'experts sur les finances durables qui produit des rapports, de la recherche sur ces questions. L'Institute for Climate economics (I4CE) qui dépend de l'AFD joue également ce rôle de production de recherches sur ces enjeux. L'institut a produit un rapport destiné à alimenter la coopération technique et la construction de l'instrument de budget vert au Costa Rica transmise au gouvernement du Costa Rica. La plateforme LEDSLAC *Low emission development strategy* in Latinamerica and Caribbean vise la mise en relation des gouvernements nationaux avec des organisations de coopération internationale sur ces enjeux également.

### ***3. Une politique publique entre injonctions internationales, volontés locales et ses rapports au territoire***

#### **3.1. Un critère d'entrée à l'OCDE**

L'émergence des budgets verts au Costa Rica se voit influencer d'une part par une mise à l'agenda international de cette thématique. Des Sommets mondiaux comme le *One Planet Summit* de 2017 mentionnent la nécessité de développer des outils d'évaluation des finances climat et des budgets. Au-delà, le Costa Rica s'est lancé dans le processus d'entrée dans l'OCDE. Le Costa Rica joue le jeu du multilatéralisme. Ainsi, le lancement du processus autour des budgets verts peut être connecté à l'entrée du pays dans l'OCDE. Il s'agit alors de critères d'entrée dans l'organisation internationale. Le budget vert correspond à l'adoption de bonnes pratiques autour de la gestion budgétaire. Réaliser un budget vert rend possible la comparaison internationale et donc des formes de *blaming* and *shaming* propre aux bonnes pratiques. Au-delà de l'entrée du pays à l'OCDE, le Costa Rica joue sur son positionnement à l'international et souhaite renforcer l'image projetée historiquement d'un pays vert. Participer à l'élaboration d'un budget vert et fournir des efforts dans ce sens, conforte le pays dans la dynamique volontariste de projection de son image verte à l'international.

#### **3.2. La part d'invention nationale**

En suivant les réunions de travail qui ont lieu entre la BID, l'AFD et les ministères costariciens, des interrogations et des conflits surgissent. Au cours d'une réunion de travail, la consultante de la BID explique la méthodologie qu'elle a élaborée. A la suite de la présentation, un échange de questions/réponses est proposé par la consultante. Un membre de la Commission de Prevención de Riesgos y Atención de Emergencias intervient pour demander comment les dépenses de ce secteur vont être pris en compte. Il explique qu'il s'agit d'un risque majeur pour le pays qui fait partie des pays les plus vulnérables face aux changements climatiques et que ces risques coûtent énormément au gouvernement costaricien. Les réalités locales sont rappelées par cette personne qui entretient en tension avec la construction du classement du budget. Certaines dimensions techniques propres au système budgétaire résistent au modèle proposé par la BID au cours des réunions sur la méthodologie de marqueur budgétaire. De plus, les administrations costariciennes ont mentionné le besoin d'inclure des entités administratives

décentralisées comme les gouvernements municipaux qui sont des acteurs majeurs de la gouvernance environnementale locale. Ces entités ont aussi cherché à négocier le choix des institutions pilotes qui vont participer à un niveau non national à la mise en place des budgets verts pour inclure les municipalités.

### **Conclusion :**

La construction du budget vert reste pour le moment une construction nationale dans la capitale de San José, en déconnexion avec les acteurs locaux qui ne sont pas conviés aux réunions. De plus, ce projet permet d'éclairer les rouages de la coopération internationale en termes d'intérêts politiques à aider et de concurrence entre les bailleurs.

Ce projet est marqué par des résistances dans l'appropriation de l'instrument et de jeux différenciés entre les acteurs de la coopération internationale et les administrations nationales dans la co-construction de l'instrument. Ce projet aux aspects techniques tend à dépolitiser l'action budgétaire en la réduisant à des matrices et ne discute pas des priorités d'action publique et des choix de développement du pays.

Ainsi, ce projet met en lumière la valorisation de la rhétorique financière par les acteurs de la coopération internationale et les ministères qui permettrait de convaincre les différents acteurs d'un besoin de travailler la question environnementale.

### **Bibliographie :**

DE JONG Martin, LALENIS Konstantinos et MAMADOUH Virginie, *The theory and Practice of Institutional Transplantation: Experiences with the Transfer of Policy Institutions*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 2002.

DOLOWITZ David, *Policy transfer and British Social Policy. Learning from the USA?*, Buckingham, Open University Press, 2000.

HOOD Christopher *Tools of Government*, Londres, Macmillan, 1983.

KLEIN Asmara, LAPORTE Camille, SAIGET Marie, *Les bonnes pratiques des organisations internationales*, Presses de Sciences Po, 2015.

LE COQ et al. Jean-François., « La mise en politique des services environnementaux : la genèse du Programme de paiements pour services environnementaux au Costa Rica », *[Vertigo] La revue électronique en sciences de l'environnement* 12, n° 3 (2012), <https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/2012-v12-n3-vertigo01173/1022680ar/>.

MARCHESIN Philippe, *La politique française de coopération: je t'aide, moi non plus*, L'Harmattan, Collection « Inter-national » (Paris: L'Harmattan, 2021).

RAMÍREZ COVER Alonso, « Excepcionalismo verde y desarrollo sostenible en Costa Rica », *Anuario Centro de Investigación y Estudios Políticos*, n° 11 (29 novembre 2020): 1-21, <https://doi.org/10.15517/aciep.v0i11.44774>.

RAYMOND Nathalie, « Costa Rica : du petit pays « démocratique, sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement », *Études caribéennes*, n° 6 (1 avril 2007), <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.432>.

SAUNIER Pierre Yves, « Les voyages municipaux américains en Europe, 1900-1940. Une piste d'histoire transnationale », *Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte*, vol 15, 2003.